

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
40 rue de la Préfecture  
58000 Nevers

Nevers, le 15/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TERRALIA**

Bois de Linière  
58160 La Fermeté

Références : 250312  
Code AIOT : 0025100019

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement TERRALIA implanté Linière 58160 La Fermeté. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite s'inscrit à la fois dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, du suivi de l'inspection inopinée réalisée le 11 avril 2025 à la suite d'une plainte concernant des nuisances olfactives, ainsi que dans celui de l'ouverture du casier 3.10.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERRALIA
- Linière 58160 La Fermeté
- Code AIOT : 0025100019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site inspecté est une installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par Terralia (groupe PAPREC).

## Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 12 | Aménagements permettant de limiter la diffusion d'odeurs | Arrêté Préfectoral du 03/07/2012, article 3.1.3.2 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                    | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Barrière de sécurité passive                                      | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8                | Sans objet        |
| 2  | Barrière de sécurité passive                                      | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8                | Sans objet        |
| 3  | Barrière de sécurité passive                                      | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8                | Sans objet        |
| 4  | Barrière de sécurité passive                                      | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8                | Sans objet        |
| 5  | Barrière de sécurité passive                                      | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8                | Sans objet        |
| 6  | Barrière de sécurité active                                       | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 - I.           | Sans objet        |
| 7  | Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 - II.          | Sans objet        |
| 8  | Couche drainante – gestion des lixiviats                          | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 - III.         | Sans objet        |
| 9  | Contrôle vidéo  | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1 | Sans objet        |
| 10 | Incidents ou accidents  | Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 2.5.1            | Sans objet        |
| 11 | Odeurs  | Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 3.1.3            | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des éléments présentés dans le dossier de mise en conformité relatif au casier 3.10, transmis à l'Inspection le 12 juin 2025, ainsi qu'à l'issue de la visite d'inspection réalisée, aucune non-conformité de nature à faire obstacle à l'ouverture du casier 3.10 n'a été constatée. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les caméras thermiques du casier 3.9 seront mises en place sur le nouveau casier à l'ouverture du casier 3.10. **L'admission de déchets non dangereux est par conséquent autorisée sur la casier 3.10 sous réserve du déplacement des caméras thermiques.**

Concernant l'absence de mise en œuvre des dispositifs de brumisation, il est attendu de l'exploitant qu'il adresse à la préfecture de la Nièvre un dossier de porter à connaissance comprenant l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation du projet. Les modifications envisagées des modalités de diffusion (notamment en termes de nature, de concentration et de durée) devront faire l'objet d'un accord préalable des riverains.

Par ailleurs,

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Barrière de sécurité passive

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Barrière de sécurité passive (BSP) : couche 1 m perméabilité $1.10^{-9}$ m/s   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :<br>- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à $1.10^{-9}$ m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur [...]  |
| <b>Constats :</b><br><br>En fond de casier, la barrière de sécurité passive (BSP) a été constituée du haut vers le bas d'une couche reconstituée avec les matériaux argileux du site de perméabilité inférieure ou égale à $1.10^{-9}$ m/s sur 1.00 m d'épaisseur.<br>Les matériaux argileux de la BSP sont issus des déblais du casier. Ils sont de classe A3 au sens de la norme NF P 11-300.<br>Les travaux de mise en œuvre des argiles en fond de casier ont été réalisés par l'entreprise GEOBTP (Entreprise titulaire des travaux de terrassement et d'étanchéité) : remblayage d'un mètre d'argile en 3 couches de 35 cm (la procédure de mise en œuvre de l'argile est jointe au dossier de conformité transmis le 12 juin 2025).<br><br>Les essais concernant les contrôles de perméabilité de la BSP du casier 3.10 ont été réalisés par GINGER CEBTP et se sont déroulés en dates des 25 et 26 février 2025 (suivi de la planche d'essais et validation du mode de mise en œuvre des matériaux argileux proposé par GEOBTP), des 5 et 6 mars 2025 (pour le suivi et le contrôle de la BSP à $1.10^{-9}$ m/s pour les couches 1 et 2 ) et des 17 et 18 mars 2025 (pour le suivi et le contrôle de la BSP à $1.10^{-9}$ m/s pour la couche 3) .<br><br>Ces essais ont été effectués selon les normes NFP 98-241-1 (gammadensimétrie), NFX 30-420 (perméabilité au simple anneau fermé) et NFX 30424 (perméabilité en forage) :<br>- 10 mesures de perméabilité à l'infiltromètre simple anneau fermé,<br>- 3 mesures de perméabilité en forage fermé,<br>- 73 mesures au gammadensimètre.<br>(Résultats sur l'ensemble des trois couches de la BSP, de la planche d'essai et du cuvelage). |

Les résultats de l'ensemble des mesures in-situ montrent que la perméabilité de la BSP du casier 3.10 sont inférieurs à  $1.10^{-9}$  m/s pour l'ensemble des essais (résultats compris entre  $2.10^{-11}$  m/s et  $4.10^{-11}$  m/s).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Barrière de sécurité passive

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, BSP : couche 5 m perméabilité  $1.10^{-6}$  m/s

**Prescription contrôlée :**

[...]

- et une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ; [...]

**Constats :**

La couche de perméabilité inférieure à  $1.10^{-6}$  m/s est constituée par le terrain naturel. Elle est identique à celle mise en œuvre lors de la mise en conformité des casiers 3.5 et 3.6.

Un rapport du 22/10/2018 du laboratoire de géotechnique environnementale MeTeD\_K indique que l'homogénéité de la barrière de sécurité passive en place au droit des casiers 3.5 et 3.6 est acquise en termes de continuité des caractéristiques hydrauliques et de faciès géologiques. Les perméabilités déterminées au droit de la formation géologique des Marnes blanches (Bathonien supérieur du Nivernais), comprises entre  $9.10^{-9}$  m/s et  $5.10^{-8}$  m/s, sont représentatives de ce type de faciès géologique et répondent en termes d'épaisseur et de perméabilité aux exigences réglementaires (AM du 15 février 2016, art. 8, JORF n° 00069, 22 mars 2016).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Barrière de sécurité passive

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Flancs de casier

**Prescription contrôlée :**

[...]

- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. [...]

**Constats :**

Dans les flancs du casier, la barrière de sécurité passive a été constituée :

- d'une couche reconstituée avec les matériaux argileux du site de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur 1.00 m d'épaisseur et jusqu'à une hauteur de 2.00 m par rapport au fond ;
- d'un géosynthétique bentonitique (GSB) mis en œuvre sous la barrière de sécurité active du casier.

L'épaisseur d'un mètre figurant sur les plans de récolement des travaux est justifiée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Barrière de sécurité passive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cas d'une BSP reconstituée

**Prescription contrôlée :**

[...] Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente.  
L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.  
L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.

**Constats :**

La barrière géologique satisfait naturellement aux conditions précitées (voir points précédents).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Barrière de sécurité passive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cas barrière équivalente prévue par AP

**Prescription contrôlée :**

[...] Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente.  
L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.  
L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.

**Constats :**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation étant moins contraignantes, l'exploitant est par conséquent soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 - I.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BSA  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active".</p> <p>Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.</p> <p>Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>[...]</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'étanchéité du fond de casier est constituée comme suit, du bas vers le haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une géomembrane PEHD lisse SOLMAX HD-N de 2 mm d'épaisseur, mise en œuvre directement sur les matériaux argileux de la BSP,</li> <li>• un géotextile de protection EDILFLOOR, Geodren A 80P (800 g/m<sup>2</sup>).</li> </ul> <p>L'étanchéité des talus du casier est constituée comme suit, du bas vers le haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un géosynthétique bentonitique MACCAFERRI, MACLINE GCL W30 (6,3 kg/m<sup>2</sup>), mis en œuvre directement sur les talus du casier,</li> <li>• une géomembrane PEHD lisse SOLMAX HD-N de 2 mm d'épaisseur, mise en œuvre directement sur les matériaux argileux de la BSP,</li> <li>• un géotextile de protection EDILFLOOR, Geodren A 50P (500 g/m<sup>2</sup>).</li> </ul> <p>La géomembrane a été posée par le personnel de GEOBTP, certifié par l'ASQUAL. Les certifications du personnel, en cours de validité au moment des travaux, notamment pour les responsabilités de chantier et les opérations de soudage, sont jointes au dossier.</p> <p>Les fiches d'agrément des matériaux utilisés (Geodren A 50P, MACLINE GCL W30, SOLMAX HD-N de 2 mm et Geodren A 80P) ont été totalement acceptées par l'entreprise certifiée de contrôle et d'expertise en géosynthétique YGD Conseil, et sont jointes au dossier.</p> <p>L'organisme tiers, YGD Conseil, en charge du Contrôle extérieur de la barrière de sécurité active conclut dans son rapport de contrôle du 15/04/2025 que « <i>L'ensemble des contrôles et essais réalisés sur site ainsi que la conformité des résultats d'essais en laboratoire attestent de la conformité des travaux de mise en place des géosynthétiques.</i></p> <p><i>Avis favorable pour la barrière de sécurité active mise en place dans le casier 3.10 par la société GEOBTP. »</i></p> <p>Par ailleurs, les fiches d'agrément des matériaux utilisés (Geodren A 50P, MACLINE GCL W30, SOLMAX HD-N de 2 mm et Geodren A 80P) jointes au dossier ont été totalement acceptées par l'organisme tiers.</p> |

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 :** Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 - II.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Couche drainante et gestion des lixiviats

**Prescription contrôlée :**

[...] II. - En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à  $1.10^{-4}$  m/s.

Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Le dispositif mentionné au précédent alinéa peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en terme d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres.

[...]

**Constats :**

Le fond du casier a été conçu avec une pente transversale de 2 % afin de permettre l'écoulement des lixiviats vers un unique point bas de collecte, conformément aux plans de récolement des travaux joints au dossier de mise en conformité.

Le dispositif de drainage des lixiviats en fond de casier est constitué :

- d'une couche de matériaux drainants siliceux de 50 cm d'épaisseur,
- des drains en PEHD PE100 SDR17 de 200 mm de diamètre,
- d'un puits de collecte des lixiviats mis en place dans le point bas du casier. Le rejet des lixiviats se fait par pompage dans le bassin de stockage.

La résistance mécanique des drains collecteurs en PEHD a été vérifiée. La dalle du puits lixiviats a été réalisée avec du béton de classe XA3 afin de résister aux lixiviats. La base du puits en PEHD a ensuite été confortée avec du béton de classe XA3 jusqu'au niveau du fond de casier.

Dans le cadre de son autocontrôle, l'entreprise GEOBTP a procédé à la vérification de l'épaisseur des matériaux drainants mis en œuvre dans le casier. Cette épaisseur, d'au moins 0,50 m, est attestée par les plans de récolement du système de drainage des lixiviats annexés au dossier de mise en conformité.

La couche de drainage d'une épaisseur de 50 cm est composée de matériaux drainants 20/40 provenant de la carrière EQIOM Granulats de Germancy (Decize). Les résultats d'essai de perméabilité des matériaux est supérieure à  $10^{-2}$  m/s.

La fiche technique des drains est également jointe au dossier.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Couche drainante – gestion des lixiviats**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 - III.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Géotextile anti poinçonnement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] III. - Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.<br>Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.      |
| <b>Constats :</b><br><br>Les géotextiles de protection EDILFLOOR, Geodren A 80P (en fond de casier) et A 50 P (en talus de casier) ont été installés et sont intercalés entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage.<br>Le géotextile a fait l'objet d'un ancrage en tête de talus.<br><br>Le géotextile A80 P présente une résistance au poinçonnement statique de 9,50 kN, le géotextile A50 P de 5,80 kN (suivant la norme NF EN 12236).<br><br>Les certificats de qualité ASQUAL des géotextiles sont joints au dossier. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 9 : Contrôle vidéo**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle vidéo des déchargements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>II.- L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :<br>- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;<br>- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.<br>III.- [...] La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :<br>- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;<br>- la finalité du traitement installé ;<br>- la durée de conservation des images ; |

- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.

[...]

IV.- Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année. Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V.- A seul accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilité à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :

1° les agents de l'Etat mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° les personnes intervenant, à la demande de l'exploitant ou des agents mentionnés au 1°, pour le compte d'organismes d'audit ou de conseil. Cet accès est soumis à l'autorisation de l'exploitant et à la présence, au moment de la visualisation, d'une personne mentionnée au premier alinéa du présent article. Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°. Lorsque les données ont, dans le délai d'un an mentionné au dernier alinéa du IV, été extraites et transmises aux agents de l'Etat mentionnés au 1° pour les besoins d'une procédure judiciaire ou administrative, elles sont conservées selon les règles propres à chacune de ces procédures

## **Constats :**

### **Inspections des 04/11/2022 et 27/08/2024 (résumé des constats)**

Lors de l'inspection du 04/11/2022, il a été constaté que les enregistrements vidéo n'étaient conservés que pendant 30 jours, au lieu d'un an, et qu'ils n'étaient pas facilement accessibles, ce qui avait empêché le visionnage des opérations de déchargement.

Lors de l'inspection du 27/08/2024, il a de nouveau été relevé que la durée de conservation des enregistrements restait insuffisante, ceux-ci n'étant disponibles que pour une période de 11 mois.

### **Inspection du 08/07/2025**

Au cours de la présente visite, l'inspection a pu vérifier que les enregistrements vidéo des déchargements de déchets non dangereux sont désormais disponibles sur une période complète d'un an (jusqu'au 8 juillet 2024).

Un contrôle par sondage a été réalisé : l'inspection a demandé à visionner l'enregistrement du déchargement effectué le 8 juillet 2024 à 8 h 45. Aucune anomalie n'a été relevée lors de ce visionnage.

**Les demandes formulées au cours des inspections de 2023 et 2024 sont en conséquence soldées.**

Concernant la signalisation liée au dispositif de contrôle, des panneaux lisibles et compréhensibles sont en place dans le bâtiment d'accueil ainsi qu'au niveau du casier 3.9 (en cours d'exploitation). Ces panneaux comportent l'ensemble des éléments mentionnés à la présente prescription. Cependant, l'inspection a constaté l'absence de cette signalisation à l'entrée du site. L'exploitant a depuis procédé à sa mise en place et a transmis une photographie justificative par courriel en date du 09/07/2025.

Enfin, le suivi du cumul des périodes d'indisponibilité du dispositif de contrôle est réalisé sur une base calendaire annuelle. Pour l'année 2024, le total cumulé d'indisponibilité s'élève à 1,08 jour. Ce suivi est assuré sous format numérique et comporte l'ensemble des informations requises par la présente prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Incidents ou accidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 2.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration et rapport

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**Inspections des 23/08/2023 et 27/08/2024 (résumé des constats)**

Les inspections réalisées avaient mis en évidence l'absence de signalement à la DREAL des incendies maîtrisés en interne, ainsi que la présence de numéros de téléphone erronés dans les procédures à suivre en cas d'incident.

**Inspection du 08/07/2025**

La présente inspection a permis de vérifier que les numéros à contacter en cas d'accident ou d'incident, notamment ceux de la préfecture et de la DREAL, ont été mis à jour et intégrés dans le plan d'intervention et de secours interne de l'établissement. L'exploitant indique par ailleurs qu'aucun incident n'a été recensé sur le site depuis la dernière inspection de 2024.

**La demande formulée lors des inspections des 23/08/2023 et 27/08/2024 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 3.1.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les différents ouvrages susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>Une couche de matériaux de recouvrement est régulièrement étalée, au fur et à mesure, sur casier bioréacteur en cours d'exploitation où sont entreposés les déchets. À défaut, ceux-ci doivent être bâchés.</p> <p>Un bilan de l'impact olfactif du site est réalisé chaque année et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est fait état des éventuelles plaintes reçues, dysfonctionnements ayant généré des odeurs et moyens de traitement mis en œuvre.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 11/04/2025 (résumé des constats)</u></b></p> <p>Des odeurs fortes, caractéristiques de l'ISDND, avaient été constatées en date du 09/07/2025 aux alentours de 9 h 45 sur la commune d'Imphy. L'exploitant avait indiqué que l'origine probable de ces odeurs venait d'un afflux important de déchets en début de matinée (présence d'une dizaine de camions attendant devant le portail l'ouverture du site).</p> <p>L'exploitant devait justifier les mesures mises en œuvre pour limiter les nuisances olfactives, fournir son dernier bilan d'impact olfactif et engager des actions correctives appropriées.</p> <p>Par courrier du 13/05/2025, adressé à l'Inspection, l'exploitant a détaillé les mesures mises en place pour prévenir les nuisances olfactives sur le site : ronde quotidienne avant la prise de poste, intervention en cas de plainte, couverture anticipée du casier 3.8, réduction de la surface exploitée du casier 3.9 et couverture régulière de ce dernier. Il a précisé que cependant, ces mesures ne prenaient pas en compte l'afflux ponctuel de camions débâchés à l'entrée du site, identifié comme cause d'odeurs lors de l'inspection. Aussi, des rappels ont été faits aux transporteurs concernant le débâchage, et un échelonnement des arrivées a été demandé. Ces mesures ont été mises en application avec un premier bilan prévu fin mai 2025.</p> <p><b><u>Inspection du 08/07/2025</u></b></p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection le fichier de suivi des plaintes des riverains. Ce document recense, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, un total de 18 signalements liés à des nuisances olfactives. Il mentionne, pour chaque plainte : la date, l'heure, l'identité du plaignant, le type d'odeur perçue, les constats réalisés sur place par l'exploitant (notamment l'analyse des causes et éventuels dysfonctionnements), les réponses apportées (actions mises en œuvre et décisions prises), ainsi que les commentaires complémentaires le cas échéant.</p> <p>Par ailleurs, un tableau récapitulatif des actions engagées en lien avec le bilan olfactif du premier semestre 2025 a été transmis à l'Inspection par mél en date du 09/07/2025.</p> |

|   |
|---|
| <b>La demande formulée lors de l'inspection du 11/04/2025 est soldée.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                              |

**N° 12 :** Aménagements permettant de limiter la diffusion d'odeurs

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2012, article 3.1.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de brumisateurs  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les nouveaux casiers bioréacteurs qui seront exploités devront être entourés et équipés [...] ainsi que d'un système de brumisateurs à une hauteur minimum de deux mètres sur au moins une face permettant de neutraliser les odeurs. En fonction de son efficacité, le système de brumisateurs pourra être étendu sur l'ensemble des filets. Ce dispositif (filet brise-vent et brumisateurs) sera installé le long de la digue du casier et ceinturera aussi l'aire de déchargement des camions.[...]</p> <p>L'exploitant s'assure que les molécules diffusées ont une efficacité reconnue sur les composés olfactifs et ne présentent pas de risques sur la santé.</p> <p>Tout changement dans les modalités de diffusion (nature, concentration, durée de diffusion) doit recueillir l'accord des riverains et de l'inspection des installations classées.<br/>[...]</p> <p><b>Constats :</b><br/> <b><u>Inspection du 11/04/2025 (résumé des constats)</u></b><br/> Les dispositifs de brumisation n'avaient pas été vus par l'inspection le jour de la visite.<br/> L'exploitant devait justifier des modalités de diffusion du jour de cette visite.</p> <p>Par courrier du 13/05/2025 adressé à l'Inspection, l'exploitant a indiqué que « le système de brumisation est présent sur le site mais n'est plus en exploitation depuis 2018. En effet, le système a été jugé peu efficace et posait de multiples problèmes d'exploitation (gelait pendant les périodes hivernales, déclenchements intempestifs, signalements d'odeurs de produits utilisés, etc.). Suite aux progrès de maîtrise des installations depuis 2018 (réglages du réseau de collecte de biogaz, fiabilisation du fonctionnement de la torchère, installation d'unité de valorisation de biogaz et exploitation des casiers en mode Bioréacteur), ainsi que les différents investissements industriels réalisés (raccordement du réseau biogaz du casier 3.8 au réseau biogaz principal du site, réalisation des travaux de couverture définitive du casier 3.8, redimensionnement du réseau du biogaz existant) ont permis de limiter de manière considérable les différentes odeurs (déchets, biogaz, lixiviats) et de faire chuter le nombre de plainte.</p> <p>Ces constats et le retour d'expérience confirment que le dispositif de brumisation n'est plus pertinent pour la gestion des odeurs et que les mesures listées ci-dessus s'avèrent bien plus efficaces. Toute l'équipe du site reste mobilisée sur ce sujet et les résultats démontrent l'efficacité des actions.</p> <p>»</p> <p><b><u>Inspection du 08/07/2025</u></b><br/> L'exploitant confirme au cours de l'inspection que le système de brumisation n'est plus en fonctionnement depuis 2018. Il invoque une efficacité jugée insuffisante et des dysfonctionnements (gel hivernal, déclenchements intempestifs, signalements d'odeurs de produits utilisés).</p> |

Depuis cette date, l'exploitant met en avant plusieurs améliorations techniques ayant permis de réduire significativement les nuisances olfactives :

- optimisation du réseau de collecte du biogaz,
- fiabilisation de la torchère,
- mise en service d'une unité de valorisation du biogaz,
- raccordement du casier 3.8 au réseau principal,
- réalisation de la couverture définitive du casier 3.8,
- redimensionnement du réseau biogaz existant.

L'exploitant considère que ces mesures sont plus efficaces que le dispositif de brumisation prescrit.

Cependant, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'installation avec tous les éléments d'appréciation. De même, l'accord des riverains n'a pas été recueilli sur ces modifications.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conformément à la présente prescription et à l'article R.512-33 du code de l'environnement, **l'exploitant doit transmettre un dossier porter à connaissance à l'Inspection avec tous les éléments d'appréciation et en incluant a minima :**

- la justification technique de l'abandon du système de brumisation,
- la description détaillée des mesures alternatives mises en œuvre,
- les données objectivées sur l'évolution des nuisances olfactives (plaintes, mesures, retours riverains).

Par ailleurs, l'exploitant devra recueillir **l'accord des riverains sur les modifications des modalités de diffusion envisagées (nature, concentration, modalités de diffusion des produits).**

**Dans l'attente de l'analyse du porter à connaissance à venir, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 03/07/2012, susvisé, restent applicables.**

L'exploitant est invité à utiliser le formulaire en ligne d'aide à la constitution des porter à connaissance de modification des conditions de fonctionnement d'une installation classée : [www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dansune-icpe-a8521.html](http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dansune-icpe-a8521.html)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois